

## DECLARATION DE FORTALEZA

Nous, participants de la Rencontre pour une Nouvelle Culture de l'Eau en Amérique Latine, déclarons que :

L'eau est essentielle pour la vie sur la planète et pour les sociétés humaines. Nous revendiquons l'accès à l'eau saine comme un droit de l'être humain.

La crise de soutenabilité provoquée dans nos écosystèmes au nom d'un progrès mal compris a pour conséquence le fait que plus de 1 milliard 300 millions de personnes (17% de la population mondiale) n'a pas d'accès garanti à l'eau potable et que plus de 2 milliards de personnes (40% de la population mondiale) n'ont pas d'accès aux systèmes d'assainissement de base, ce qui signifie une mort toutes les 7 secondes. Cette crise se répercute tant dans les villes et les communautés rurales que dans les écosystèmes aquatiques et les nappes phréatiques. Elle continue néanmoins à détruire et dégrader les territoires de l'eau, souvent de manière irréversible. Ce sont les 2 aspects d'une même réalité.

Au-delà de l'utilité économique de l'eau dans l'agriculture, l'industrie et la production d'énergie, les rivières, les lacs, les glaciers, les zones humides, les berges et les aquifères remplissent des fonctions clés, tant pour la biosphère que pour la survie et la cohésion des communautés. Ils représentent également des biens naturels qui déterminent l'identité des territoires et des peuples.

Relever le défi de la soutenabilité exige des changements profonds dans la conception de la nature, ainsi que dans les comportements et les modes de vie.

Ceci exige aussi de développer :

- une Nouvelle Culture de l'Eau qui reconnaisse les multiples valeurs émotionnelles, sociales, environnementales et économiques en jeu, à partir de points de vue éthiques basés sur des principes d'équité et de soutenabilité.
- une Nouvelle Culture de l'Eau qui reconnaisse la sagesse des cultures ancestrales d'Amérique Latine, en restaurant et valorisant les bonnes pratiques et les techniques traditionnelles, comme la collecte des eaux de pluie, tout en y incorporant les opportunités qu'offrent les nouvelles technologies disponibles.
- une Nouvelle Culture de l'Eau qui reconnaisse le rôle spécifique de la femme dans les communautés où l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base est problématique et qui sont confrontés à des problèmes de discrimination sexiste.

Les écosystèmes doivent être gérés de manière éthique, avec la participation et sous la responsabilité des communautés et des institutions publiques, de façon à garantir la préservation de l'eau et le droit de l'être humain à l'eau potable et à l'assainissement d'une manière écologiquement adaptée.

D'autre part, selon le Rapport de la Commission Mondiale des Barrages, on estime que, durant le XXème siècle, entre 40 à 80 millions de personnes dans le monde ont été forcées d'abandonner leurs villages inondés par les grands barrages, provoquant un authentique holocauste hydrologique. Au cours de ces expulsions, souvent violentes, les droits de l'être humain des communautés affectées ont été violés, des assassinats ont même été et sont encore commis dans le silence et l'impunité. Dans le cas de l'Amérique Latine, très souvent, les communautés indigènes ont été et sont encore dépossédées de leurs droits collectifs et ancestraux sur leurs terres et leurs écosystèmes, au nom d'un intérêt général qui s'avère souvent être celui des plus riches et des plus puissants.

L'Amérique Latine se trouve confrontée à des méga-projets, qui ont provoqué une augmentation des conflits sociaux, comme celui du Plan Puebla-Panama ou de l'Initiative pour l'Intégration de l'Infrastructure Régionale Sud-américaine (IIRSA) qui comprend des voies navigables à taille industrielle, comme celles du système Paraguay-Parana. Il existe beaucoup d'autres grands projets très controversés, comme le barrage de La Parota au Mexique, la connexion des rivières Negro et Orinoco en Amazonie, les grands transvasements comme celui du fleuve San Francisco au Brésil, et de nombreuses grandes retenues, chacune aussi dommageable et conflictuelle que celles du projet Baba-Quevedo-Vinces en Equateur ou que celles sur les rivières de la Patagonie.

De tels projets mettent potentiellement en danger les principes de soutenabilité environnementale, sociale et économique et, par conséquent, doivent faire l'objet préalable d'un vaste débat public basé sur une information claire et de qualité.

La déforestation massive, la pollution systématique par les rejets industriels, miniers, agricoles et urbains, l'assèchement des zones humides, l'expansion de l'agriculture productiviste (agro-business), la navigation maritime et fluviale à grande échelle, l'émission croissante de gaz à effets de serre, entre autres processus, sont en train de briser le cycle de l'eau, détruisant des ressources vitales pour la souveraineté alimentaire des communautés, comme les pêcheries fluviales, les mangroves et les côtes littorales, menaçant, en somme, la continuité de la vie sur la planète et, en particulier, la survie des secteurs les plus fragiles.

Devant cette tragédie écologique et sociale grandissante, il est inacceptable que les institutions publiques se dérobent sous couvert d'impuissance, se montrent complaisantes ou jouent même un rôle actif dans l'accomplissement d'une telle tragédie, sous la justification de favoriser la croissance économique.

Les solutions néo-libérales pour la gestion de l'eau, en particulier pour ce qui concerne les services d'eau et d'assainissement, décidées par les gouvernements, les entreprises transnationales et les institutions financières internationales, mènent à la privatisation des services publics de base ainsi qu'à la perte de souveraineté et de contrôle des populations et des communautés sur leurs territoires et leurs écosystèmes. Dans la majeure partie des cas, loin de résoudre les problèmes d'accès à l'eau et à l'assainissement, ces politiques tendent à exclure les groupes les plus vulnérables, en transformant en marchandises des services essentiels dont la fourniture est historiquement considérée comme une responsabilité de l'Etat et son accès comme un droit social universel.

Certainement, dans de nombreux cas, les entités publiques ont été et sont inefficaces et bureaucratiques. Cependant, il s'avère de manière toujours plus évidente que les remplacer par des entreprises privées, en majorité des multinationales, et par des relations de marché, a fait empirer la situation. Dans la Nouvelle Culture de l'Eau, nous proposons de nouveaux modèles de gestion publique efficace, basés sur la transparence, l'accès à l'information, la participation et le contrôle social dans la prise de décisions et dans l'application des politiques en question. De nouveaux modèles qui exigent des réformes légales et institutionnelles profondes pour démocratiser la gestion de l'eau et des services publics essentiels et pour en finir avec la corruption.

Le modèle de mondialisation imposé par les institutions financières comme le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale (BM) et la Banque Inter-américaine de Développement (BID), se voit renforcé en Amérique Latine par divers traités bilatéraux et multilatéraux, basés sur de prétendus arguments de « libre-commerce » et qui mettent en péril la gestion démocratique et soutenable de l'eau sur le continent.

Face à cela, la réaction populaire exemplaire pour la défense des biens communs, qui sont dans la plupart des cas les écosystèmes aquatiques, les aquifères et les services publics de base, et les expériences réussies de gestion publique participative, avec des niveaux élevés d'efficacité technique et sociale dans le domaine des services d'eau et d'assainissement, ouvrent depuis l'Amérique Latine des perspectives porteuses d'espoir pour le reste du monde.

Devant des défis d'une telle envergure, l'éducation, la mobilisation sociale et la formation à la citoyenneté, avec une attention particulière pour les dimensions artistiques et culturelles dans le développement de ces processus, sont des axes stratégiques dans la lutte pour la construction de cette Nouvelle Culture de l'Eau dont nous avons tous besoin. D'autre part, il est nécessaire de continuer à développer des efforts de convergence entre les mouvements sociaux et la communauté technoscientifique, ce qui fut d'ailleurs l'objectif central de notre Rencontre, afin de créer des alternatives efficaces, équitables et soutenables.

Lors de cette Rencontre pour la Nouvelle Culture de l'Eau en Amérique Latine, plus de 500 personnes représentant plus de 30 pays ont vécu 5 jours d'échanges d'une grande richesse, alimentée par la diversité des cultures et des mouvements, par les apports des scientifiques, des institutions qui se firent représenter ainsi que par les manifestations artistiques qui dynamisèrent et égayèrent l'évènement. Nous sommes émus et solidaires par la dénonciation concrète des graves dommages portés aux droits de l'être humain et à la soutenabilité des écosystèmes, non seulement en Amérique Latine mais aussi dans les autres régions du monde ; nous avons reçu le témoignage, par des récits directs et motivants, des luttes citoyennes dans lesquelles beaucoup des nôtres ont participé, pour la justice environnementale et pour le futur de la Planète Bleue, la Planète Eau.

Nous sortons de Fortaleza renforcés, car nous sommes unis, toujours plus convaincus de la nécessité de poursuivre une lutte solidaire pour surmonter la crise de l'eau en Amérique Latine et dans le monde.

Ville de Fortaleza, Etat de Ceara, Brésil.  
Le 9 décembre 2005

Note : La Rencontre, qui eut lieu du 5 au 9 décembre 2005 à Fortaleza, comptait plus de 500 participants provenant de tous les pays d'Amérique Latine, ainsi que des représentants de l'Espagne, du Portugal, de Hollande, d'Allemagne, d'Italie, du Bangladesh, d'Ukraine, des Etats-Unis d'Amérique, de France, du Maroc, de Pologne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne.